

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Bienvenue au camarade Hua Guofeng



CHAQUE JOUR, DANS L'HUMANITÉ ROUGE, les reportages de nos journalistes accrédités qui suivront la visite de Houa Gouo-feng à Paris et en province

Communiqué du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et du Parti Communiste Marxiste-Léniniste

La visite qu'effectuera dans notre pays du 15 au 20 octobre, le président du Parti communiste chinois, le camarade Hua Guofeng, revêt une grande importance. C'est la première fois, depuis la fondation de la République populaire de Chine, que le chef de l'État chinois se rend en Europe occidentale. La portée historique de la révolution chinoise, la grande contribution qu'apporte la Chine à la défense de la paix dans le monde et à la lutte contre les dangers de guerre, donnent à cette visite une grande signification. La victoire, il y a 30 ans, de la révolution de démocratie nouvelle en Chine revêt une portée historique. C'est non seulement la victoire d'un peuple, représentant le quart de la population mondiale, qui, au terme d'une lutte gigantesque de plusieurs décennies, était venu à bout de la double oppression féodale et coloniale qui le maintenait dans la plus profonde misère et bafouait tous ses droits. C'était aussi la démonstration concrète pour tous les peuples du tiers monde maintenus dans une situation similaire, qu'ils pouvaient, par une lutte résolue, conquérir leur indépendance, accomplir leur révolution. Un nouvel élan était ainsi donné aux luttes de libération nationale dans le monde, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, un tournant historique était pris.

La lutte pour l'édification du socialisme menée par le peuple chinois constitue un apport précieux à la révolution prolétarienne mondiale. Non pas qu'il faille y rechercher un quelconque modèle de socialisme qu'il faudrait appliquer dans notre pays. Comment, d'ailleurs, cela serait-il possible alors que les conditions concrètes de notre révolution à accomplir sont tellement différentes de celles de la révolution chinoise. Mais si la Chine socialiste ne saurait constituer un modèle et ne s'est jamais présentée comme telle, la lutte du peuple chinois pour l'édification socialiste présente des enseignements qui concer-

nent, au-delà du peuple chinois, les autres peuples du monde. La lutte menée pour critiquer le révisionnisme moderne et la dégénérescence de l'URSS, en un nouvel État capitaliste, la mise à jour de la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, la méthode différente pour résoudre les contradictions au sein du peuple et les contradictions avec l'ennemi, la nécessité de mener une lutte consciente pour prévenir les risques de restauration du capitalisme constituent des enrichissements de la théorie révolutionnaire apportés par la pratique du peuple chinois.

Ainsi, la synthétisation par le président Mao Zedong et le Parti communiste chinois de la pratique du peuple chinois pendant plus d'un demi-siècle constitue des apports décisifs à la théorie révolutionnaire qui servent la lutte des peuples du monde.

Le peuple chinois est maintenant engagé dans une nouvelle lutte dont l'enjeu est aussi important que les précédents : faire de la Chine un grand pays socialiste puissant et moderne d'ici la fin du siècle. En dépit de ses immenses progrès, la Chine demeure un pays du tiers monde. La modernisation socialiste est un impératif important pour le peuple chinois, pour améliorer son niveau de vie, pour apporter une contribution plus importante à la révolution mondiale en démontrant concrètement la nette supériorité du système socialiste sur le système capitaliste. Tel est le sens de la bataille engagée en Chine aujourd'hui. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les efforts développés pour élargir la démocratie socialiste, éliminer les survivances dans les mentalités, dans les habitudes imprimées par 2 000 ans de féodalisme que trente ans de révolution n'ont pas encore pu - comment cela aurait-il été possible ? - déraciner.

En saluant la visite de Hua Guofeng, c'est cette contribution de la révolution chinoise à la révolution prolétarienne que nous saluons.

Cette visite s'inscrit aussi dans un cadre international où les dangers de guerre croissent de manière

importante, notamment du fait de la superpuissance soviétique, dans sa rivalité avec la superpuissance américaine pour imposer son hégémonie sur le globe. Portent témoignage de ces manœuvres agressives, les manœuvres soviétiques dans différentes régions du monde, où directement ou par Cuba et Vietnam interposés, l'URSS entretient la tension, s'efforce d'étendre sa zone d'influence. En Éthiopie, où elle appuie sans réserve la répression contre le peuple érythréen, au Yémen du Sud, en Afghanistan, en Asie du Sud-Est, où c'est avec son appui massif que le Vietnam poursuit sa campagne d'agression contre le Cambodge.

En Europe enfin, enjeu stratégique de la rivalité des deux superpuissances, où l'URSS masse à l'Est un potentiel militaire agressif en constante croissance.

Cette politique soviétique constitue une grande menace pour la paix mondiale et donc pour le peuple français lui-même.

En s'opposant à la politique d'agression de l'URSS, en œuvrant au rassemblement de toutes les forces menacées par l'hégémonisme et susceptibles de lutter contre lui, la République populaire de Chine agit conformément à la défense de la paix mondiale.

Pour réaliser sa modernisation, la Chine socialiste a profondément besoin du maintien de la paix dans le monde. Mais ce n'est pas en baissant la tête face aux menaces de l'URSS, ni en cédant à ses pressions que la paix pourra être défendue.

Le renforcement de l'amitié entre les peuples de France et de Chine, le seul grand pays à n'entretenir ni troupes permanentes ni base militaire en dehors de ses frontières, ne peut que contribuer à isoler les fauteurs de guerre. Le renforcement des liens entre la République populaire de Chine et la France ne menace personne, mais par contre, il constitue un obstacle pour ceux qui nourrissent des prétentions de domination mondiale.

En ce sens, nous saluons également la visite du camarade Hua Guofeng.

LE MONDE EN MARCHÉ

RDA

Libération de Rudolf Bahro

Rudolf Bahro, en prison depuis plus de deux ans, vient d'être libéré dans le cadre d'une amnistie qui devrait concerner quelque 5 000 détenus sur les 30 000 que compterait actuellement l'Allemagne de l'Est.

Rappelons que Bahro avait été emprisonné en août 1977, juste après la publication à l'Ouest de son livre «L'alternative» (publié en français aux éditions Stock). Ce livre est une analyse minutieuse du régime est-allemand — le «socialisme réel» — à partir d'un point de vue marxiste. Bahro y dénonce ce faux «socialisme» et appelle à la constitution d'une «Ligue des Communistes Démocratiques». En juin 1978, Bahro a été condamné, au terme d'un procès à huis clos, pour «espionnage» — à huit ans de prison (les autorités considéraient sans doute que c'est un secret strictement confidentiel, que de dire que leur régime est une caricature de socialisme...).

Pendant, le livre de Rudolf Bahro a trouvé une puissante résonance dans les milieux progressistes

d'Allemagne de l'Ouest, et d'Allemagne de l'Est, où il circule sous le manteau. Plusieurs rassemblements se sont tenus en Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest pour étudier les thèses de Bahro et exiger sa libération. Celle-ci, intervenue jeudi 11 octobre, est donc un succès face à la répression de l'Etat est-allemand.

Toutefois, le procureur général a aussitôt signifié à Rudolf Bahro qu'il devait s'abstenir de tout contact avec des personnalités étrangères. Et, il est certain qu'il sera soumis à une surveillance aussi intense que celle qui entoure en permanence l'autre dissident est-allemand, Robert Havemann.

Signalons par ailleurs que, dans le cadre de la même amnistie, un autre dissident est-allemand célèbre, Nico Hübner, a été lui aussi libéré. Nico Hübner avait refusé de faire son service militaire, en arguant le statut démilitarisé de Berlin, et il avait pour cela été condamné à cinq ans de prison.

QdP-H.R.
Jean SHUBERT

MEETING DE L'ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES

Han Suyin parle de la Chine

Han Suyin, en commençant son intervention, s'est particulièrement réjoui de participer à cette réunion à la veille du voyage du président Hua Guofeng en France et en Europe. Elle a souligné la grande portée historique et s'est félicitée du dialogue qui s'instaure entre l'Europe et la Chine, événement qui la touche personnellement, étant donné sa double origine, chinoise et occidentale. Elle a rappelé le premier jalon qu'avait représenté en 1964 l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine.

SURMONTER L'HERITAGE DU PASSE

Jetant un regard sur les trente dernières années, Han Suyin a évoqué, d'après son expérience personnelle, la Chine du passé, où elle avait pu voir les rues pleines de mendiants, les paysans mourant de faim, des régions entières

C'est devant un public divers, nombreux et très attentif qu'Han Suyin donnait une conférence sur la Chine samedi, salle Pleyel, à l'occasion d'une soirée organisée par l'Association des Amitiés Franco-chinoises pour le trentième anniversaire de la République populaire de Chine.

dévastées par les inondations. Elle a confronté cette situation à celle de la Chine d'aujourd'hui où le problème de l'alimentation est résolu, où 80% des travailleurs savent lire et écrire, où 250 millions d'enfants vont à l'école : œuvre colossale sans précédent dans aucun pays du Tiers-Monde.

Ces trente années, a rappelé Han Suyin, ont vu aussi le peuple chinois affronter de trois graves problèmes : «Comme il n'y a pas de modèle pour construire le socialisme, nous avons fait beaucoup d'expériences, bonnes et mauvaises». Elle a souligné à quel point 2500 ans de féodalisme avaient pesé sur la Chine socialiste,

mais elle a exprimé sa certitude que le peuple chinois, grâce à l'expérience acquise au cours de la Révolution Culturelle, et dans la lutte contre Lin Biao et les Quatre réussirait à mettre en œuvre réellement la démocratie socialiste et à la développer.

Parlant des quatre modernisations, Han Suyin a affirmé «il ne s'agit pas pour nous de devenir capitalistes. Si nous voulons moderniser, c'est qu'on ne bâtit pas le socialisme sur la pauvreté, mais sur la prospérité».

DEMOGRAPHIE ET PLANNING FAMILIAL

Répondant à une question sur la politique de

planning familial politique à laquelle elle a participé en tant que médecin, Han Suyin a souligné l'importance de ce problème, la maîtrise des questions de démographie étant une condition indispensable du développement économique. La mise en œuvre d'une politique nataliste pendant les années suivant la libération, les conséquences des progrès considérables réalisés dans le domaine de la santé ont eu pour conséquence un accroissement très rapide de la population qui a doublé en trente ans. Cette situation rend les acquis dans le domaine de l'alimentation fragiles, elle pèse lourdement dans les domaines de la scolarisation et de l'emploi des jeunes, la moitié des jeunes ayant moins de 18 ans. Pour Han Suyin, la politique de planification familiale, mise en œuvre depuis 1956 a rencontré des succès encore limités, notamment dans les campagnes en raison de l'influence des idées féodales. Han Suyin a expliqué que le gouvernement chinois allait donner une nouvelle impulsion à la politique de planification familiale avec pour objectif un taux de natalité de 10 pour 1000 en 1982 (contre 16 pour 1000 maintenant).

Après l'intervention de Han Suyin, un film chinois : «Printemps précoce», interdit en Chine pendant plusieurs années, retraçait à travers une histoire d'amour, l'élan révolutionnaire des jeunes intellectuels chinois des années 20, marqué notamment par le mouvement du 4 mai 1919.

H.R.-Q.d.P.
J.P. CHAMPAGNY

Solidarité polono-tchécoslovaque Grèves de la faim de dissidents

Des dissidents tchécoslovaques et polonais observent simultanément une grève de la faim en faveur des «défenseurs des droits de l'homme emprisonnés en Tchécoslovaquie et en Pologne».

En Pologne, quinze dissidents, membres du KOR (Comité d'autodéfense sociale) et d'autres mouvements pour les droits de l'homme, font la grève de la faim depuis plus d'une semaine dans une église de Varsovie. A Varsovie, quinze mille tracts ont été diffusés en faveur des grévistes de la faim. Deux diffuseurs, membres du KOR, ont été arrêtés.

A Prague, sept dissidents, membres du VONS (Comité de défense des personnes injustement persécutées) font également une grève de la faim depuis le 7 octobre, pour les mêmes buts.

Ces diverses actions sont une réponse à l'intensification de la répression dans les deux pays. Le 22 octobre prochain, notamment, s'ouvrira un grand procès en Tchécoslovaquie contre plusieurs signataires de la Charte 77, en particulier contre deux de ses porte-paroles, Benda et Dienstbier, ainsi que contre le dramaturge Vaclav Havel.



Solidarité réaffirmée avec le peuple palestinien

Succès du meeting de l'AMFP

L'Association médicale franco-palestinienne (AMFP) a choisi le «terrain du combat sanitaire» pour apporter son soutien à la lutte du peuple palestinien, comme le rappelait dimanche, dans son allocution au meeting, à la Mutualité, le professeur Larivière, président de l'Association. Une assistance nombreuse s'était déplacée pour exprimer sa solidarité au peuple palestinien. De nombreux slogans, mani-

festant cette solidarité ponctuaient les allocutions. Manifestation tangible de la politique de l'Etat d'Israël : des enfants de Cisjordanie qui devaient participer au rassemblement à Paris avaient été empêchés de partir par les autorités sionistes. Lorsque Monseigneur Capucci, personnalité progressiste, emprisonnée par les sionistes, dénonça les conditions faites au peuple palestinien «privé de dignité parce que

privé de patrie», de la salle des milliers de voix reprirent «Vive la lutte du peuple palestinien», en réclamant la justice et le retour de la Palestine occupée à son peuple. Monseigneur Capucci termina son intervention en souhaitant aux participants de se retrouver à Jérusalem, enfin libre. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France, après avoir rappelé les combats et les victoires passées du peuple palesti-

nien critiqua le gouvernement français pour son refus d'inviter actuellement Yasser Arafat. Ce fut ensuite au tour du docteur Arafat, président du Croissant rouge palestinien, créé il y a 11 ans, de rappeler la situation des enfants palestiniens, élevés avec le bruit des «Phantoms» israéliens. Le docteur Arafat devait déclarer : «Les véritables héros, ce sont les combattants, les enfants dans les

camps, le peuple présent dans la lutte». Il devait nous confier que «les besoins du Croissant rouge en matière médicale sont immenses, vu l'étendue du front qu'il doit couvrir, les sionistes bombardant non seulement le Sud Liban, mais aussi Damour et Beyrouth. La demande la plus importante pour nous, devait-il nous déclarer, est que le monde comprenne notre cause et la comprenne quelle que soit la

forme d'aide qu'on nous apporte, morale, politique, matérielle». L'après-midi, où les groupes musicaux, chanteurs arabes et français succédaient aux interventions, devait s'achever avec les danses de la troupe des Lionceaux venus tout spécialement de Beyrouth apporter le message d'espoir et de lutte de la jeunesse palestinienne.

QdP - H.R. Frank ROUSSEL

La visite de Hua Guofeng en France

15 ANS DE RELATIONS FRANCE — CHINE

Ce lundi, le plus haut dirigeant de la République populaire de Chine, le premier ministre Hua Guofeng arrive en France pour une visite de 6 jours. Sa visite en Europe le conduira ensuite en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et en Italie.

Que cette visite soit la première jamais effectuée en Europe de l'Ouest (et donc en France) depuis la fondation de la République Populaire de Chine, par le premier dirigeant en poste de l'Etat chinois, lui confère une importance exceptionnelle. Et l'évolution de la situation internationale, notamment ces 15 dernières années, n'y est, bien sûr, pas étrangère.

Il y a un peu plus de 15 ans, le 27 janvier 1964, s'établissaient les relations diplomatiques entre la France et la Chine. C'était la première fois depuis 1950 qu'une puissance impérialiste, la France, reconnaissait la République populaire de Chine (en 1950, il y avait eu la Grande-Bretagne, sans que celle-ci, toutefois, ait désigné d'ambassadeur, ainsi que d'autres

et à la pénétration des USA, qui sont à ce moment la seule superpuissance impérialiste.

De Gaulle a déjà commencé à réagir contre la politique américaine qu'il juge étouffante et dont il veut prendre ses distances. Ainsi, l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine, qui va de pair avec une politique de développement des relations



pays européens : la Norvège, le Danemark, la Finlande, la Suède, la Suisse, les Pays-Bas).

Sans doute, la reconnaissance en 1958 du gouvernement provisoire de la République Algérienne (GPRA) par le gouvernement chinois, ainsi que l'importante aide politique et militaire de la Chine au peuple algérien, alors en lutte contre le colonialisme français, avaient retardé du côté de l'impérialisme français la décision de reconnaître la Chine.

UNE MESURE D'INDEPENDANCE

Mais, tout colonialiste et impérialiste qu'il soit, l'Etat français est alors aussi en butte aux pressions

avec l'est, constitue une nouvelle mesure d'indépendance de la France vis-à-vis des USA qui prétendaient imposer aux pays européens leurs propres vues en ce qui concerne la Chine, c'est-à-dire l'isolement diplomatique, politique et économique du pays le plus peuplé du monde, et le maintien des relations avec le régime fantôme de Tchang Kaï Chek.

Les Etats-Unis qui sont à l'époque ce qu'on appelle « le gendarme international », qui sème partout guerre et désolation, viennent de subir avec la reconnaissance de la Chine Populaire par la France un recul sur le plan diplomatique ; c'est ce que Zhou Enlai qualifiera de contribution à la paix mondiale.

AMITIE ENTRE LES DEUX PEUPLES

Le peuple chinois et le peuple français, qui ont tous deux de grandes traditions révolutionnaires, ont appris au fil des ans à mieux se connaître. Sous la direction du Parti communiste chinois, le peuple chinois a plusieurs fois manifesté sa solidarité internationaliste envers la lutte du peuple français. Petits ou grands, les exemples en sont nombreux. Parmi ceux-ci : du 21 au 24 mai 1968, d'imposantes manifestations de soutien au mouvement de mai 1968 qui gagnait toute la France, eurent lieu en Chine, rassemblant des centaines de milliers de personnes. On sait que dans les mois qui suivirent, la Chine fut à plusieurs reprises accusée par des responsables bornés de l'Etat français de « tirer les fils d'un vaste complot international » dont le mouvement de masse en France aurait été l'expression organisée.

Réciproquement, les travailleurs et le peuple français ont, à plusieurs reprises, manifesté leur sympathie pour la Chine. C'est ainsi que lors de la mort de Zhou Enlai, puis de Mao Zedong, des délégations d'usines, de lycées, de services publics, etc., ont défilé à l'ambassade de Chine, afin de leur rendre hommage. On pourrait aussi parler des multiples activités de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises dont la secrétaire générale, Hélène Macchisio, fut reçue en 1967 par Mao Zedong.

Et qui, lors d'un séjour en Chine, n'a pas entendu prononcer, ici ou là, des paroles d'éloges, sur les grandes heures révolutionnaires de notre histoire, la révolution française, la Commune de Paris, la résistance anti-nazie... parfois également célébrées dans des manifestations publiques, expositions, etc.

DEVELOPPEMENT DES RELATIONS ECONOMIQUES

En liaison avec l'établissement des relations diplomatiques France-Chine, les échanges commerciaux se développent : dès 64, d'importants contrats sont signés entre les deux pays. En 65, un contrat avec Berliet porte sur 30 millions de dollars. En 66, s'ouvre à Beijing la première exposition commerciale française et, la même année, Air France crée une ligne hebdomadaire Paris-Shanghai.

Toutefois, en 1967, les relations entre les deux Etats vont connaître un certain déclin.

En 1967, la police française charge les étudiants chinois qui manifestent à Paris devant l'ambassade des « gardes rouges » manifestent devant l'ambassade de France. En 1968, la Chine rappelle tous ses ambassadeurs à l'étranger, sauf un, ce qui correspond à un certain repli sur soi.

1969 voit une amélioration des relations entre les deux pays, avec le retour de l'ambassadeur chinois en France et l'arrivée du nouvel ambassadeur de France à Beijing, Etienne Manac'h.

LES DEVELOPPEMENTS DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Depuis 1971, alors que le gouvernement chinois imprime une relance des relations internationales de la Chine, pratiquement chaque année, des personnalités politiques ou militaires françaises sont invitées en Chine : Peyrefitte, Schumann, Pompidou (en 1973), Sauvagnargues, le général Méry, Barre, etc. sans que toutefois ces visites ne débouchent toujours sur des résultats tangibles (voir encadré économie)

Ce développement des relations franco-chinoises se déroule dans un nouveau contexte international, sanctionné dès 1968, par l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'URSS.

Depuis cette date, la politique agressive de l'URSS n'a cessé de s'affirmer. Rien que ces deux dernières années, on a vu par exemple son infiltration en Ethiopie et sa participation active à la guerre contre le peuple érythréen, l'assassinat du président afghan et l'installation d'un régime

ECHANGES ECONOMIQUES

Sur le plan économique, les échanges, après avoir connu une période assez florissante, stagnent : ainsi, en 1976, la France est le 4^e fournisseur de la Chine, elle n'est plus qu'au 8^e rang en 1978, avec 1,5 % du marché chinois, contre 5 % deux ans plus tôt. Toutefois, fin 1978, un important accord prévoit que la valeur des échanges devrait atteindre 60 milliards de francs dans les 7 années à venir.

pro-soviétique dans ce pays, le coup d'Etat au Yémen du Sud, l'appui direct et massif à ses alliés vietnamiens, dans le contrôle du Laos, l'invasion du Cambodge et les provocations à la frontière chinoise, ce sont des exemples d'une suite d'évène-

DECLARATIONS DE ZHOU ENLAI, LE 6 FEVRIER 1964 (EXTRAITS)

Q : Quelle importance attachez-vous à la reconnaissance de la République populaire de Chine par la France ?

R : L'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la France est un événement important dans le contexte de la situation internationale actuelle. La Chine est un grand pays socialiste et la France est un grand pays capitaliste.

L'établissement de relations diplomatiques sino-françaises n'est pas seulement en accord avec les intérêts des deux peuples et le développement des relations entre les deux pays sur le plan économique, commercial et culturel, mais il est aussi favorable à la réalisation de la coexistence pacifique entre nations à systèmes sociaux différents et à la paix mondiale (...).

La République populaire de Chine a toujours désiré des relations diplomatiques avec tous les pays sur la base des principes d'égalité, de bénéfice mutuel et de respect mutuel pour l'intégrité territoriale et la souveraineté des uns et des autres. Cependant, les Etats-Unis et ceux qui sont à leur suite, adoptant la politique de l'autruche, ont toujours refusé de reconnaître la République populaire de Chine. En dépit de cela, depuis 14 ans, la Chine a existé et s'est développée. Sur la scène internationale, elle a vu son rôle et son influence croître de jour en jour et sa position et son prestige internationaux grandissent quotidiennement. En adoptant une attitude différente de certains pays occidentaux et en décidant d'établir des relations diplomatiques avec la Chine, le gouvernement français, sous la direction du général de Gaulle, a montré l'exemple de quelqu'un qui ose regarder en face la réalité et agir avec indépendance.



ments qui ont fait la preuve de la transformation de l'Union Soviétique en superpuissance impérialiste, particulièrement agressive et à l'offensive, tandis que le déclin de l'autre superpuissance, les USA, ne cessait de s'accroître comme l'a montré leur défaite cinglante en Asie du Sud-Est, avec la victoire du Cambodge, du Laos et du Vietnam en 1975, ou plus récemment la chute du Shah d'Iran, et du dictateur du Nicaragua, Somoza. Cette évolution a abouti à une profonde aggravation de la rivalité entre les deux superpuissances, et donc des menaces de conflit mondial qui en découlent.

LA CHINE, FORCE DE PAIX

Tous ces bouleversements que la Chine avait su analyser très tôt l'a amenée à développer sa politique internationale en conséquence. Dans son rapport au congrès du Parti communiste Chinois en 1973, Zhou En Lai affirme que « l'Europe est le point clé de la rivalité entre les 2 superpuissances ». En 1974, à l'ONU, Deng Xiaoping dénonce les dangers d'une troisième guerre mondiale que cette rivalité fait peser sur l'humanité et présente la « théorie des trois mondes », élaborée par Mao Zedong et le Parti communiste chinois, et dont il découle la nécessité d'unir en un front anti-hégémonique, sous la direction du prolétariat international, toutes les forces susceptibles de l'être, sur le plan mondial, contre les superpuissances et le danger de guerre.

C'est à la lumière de cette analyse de la situation internationale, qui s'est beaucoup mo-

diffiée depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, que la République populaire de Chine entend développer ses relations avec la France et les autres pays du second monde, notamment ceux du continent européen dont plusieurs font l'objet ces jours-ci de la visite du président chinois.

Cela ne signifie évidemment pas qu'il n'y ait pas d'importantes divergences d'appréciation sur plusieurs aspects de la situation internationale, entre la Chine socialiste et la France capitaliste. On l'a vu par exemple, avec certaines prises de position des gouvernements français tendant à entretenir les illusions de la « détente » — comme cela a été le cas lors du dernier voyage de Giscard à Moscou — et à minimiser le danger du social-impérialisme soviétique : exemple, le satisfecit adressé aux autorités soviétiques pour leur « non-intervention » en Asie du sud-est, lors de la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes.

Dans ce contexte, le resserrement des liens entre les deux Etats, auquel peut contribuer la visite en France — pays impérialiste secondaire, en butte à la convoitise et aux pressions des superpuissances — de Hua Guofeng, premier ministre d'un pays qui pèse d'un poids décisif dans la lutte anti-impérialiste et anti-hégémonique, sert la défense de la paix mondiale. Voilà de quoi réjouir les peuples français et chinois, et tous les autres peuples.

Page commune à l'HR et au QdP réalisée par Claude LIRIA

La République populaire de Chine à 30 ans



Les films étrangers attirent des millions de spectateurs.

(Photo Robert)



(Photo Robert)



On interprète des chants occidentaux contemporains.

(Photo Robert)



Un niveau de vie que les travailleurs chinois veulent élever.

(Photo Robert)

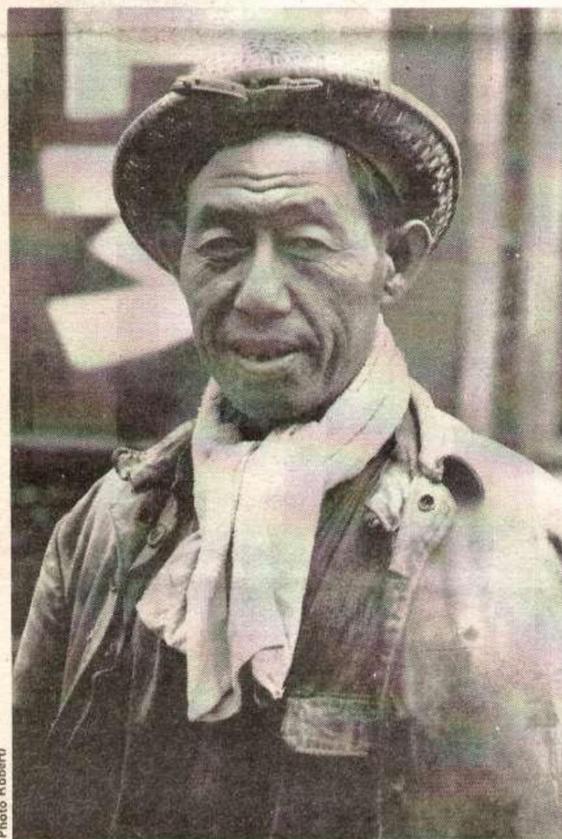


La vie à la campagne, c'est celle de 80 % des Chinois.

(Photo Robert)



(Photo Ely)



(Photo Robert)



Une bonne récolte, c'est un soulagement permanent

(Photo Robert)



Toute une génération qui doit développer rapidement la production

(Photo Robert)

Photos réalisées en juin et juillet 1979

ALSTHOM-BELFORT

« On n'avait jamais vu ça »

1936, 1968, 1979 : les trois grandes grèves de l'Alsthom-Belfort. Mais sans doute, est-ce la grève, aujourd'hui en cours, qui revête le plus d'ampleur. Comme le faisait remarquer un jeune militant CGT : « On n'avait jamais vu ça dans le mouvement ouvrier à Belfort ».

12 à 15 000 personnes qui participaient à la manifestation silencieuse organisée en soutien à ceux de l'Alsthom dans le cadre de la journée ville-morte. Un succès sans précédent apprécié comme tel, y compris par un journal aussi peu suspect de complaisance à l'égard des travailleurs que l'Est républicain.

béilfortins avaient baissé leur rideau de 17 h à 19 h en signe de solidarité et les employés communaux avaient débrayé. Il faut dire qu'avec ses 7 500 salariés, l'Alsthom, c'est l'entreprise qui compte à Belfort. Une sorte de poumon. La deuxième entreprise de Franche-Comté après Peugeot. C'est également vendredi 12 octobre que les travailleurs du grand garage Citroën se sont

mis en grève avec occupation. L'exemple de l'Alsthom n'y est sûrement pas pour rien. C'est aussi vendredi que siégeait le tribunal des référés saisi d'une demande d'évacuation de l'usine de la part de la direction. Le jugement rendu constitue incontestablement un succès pour les grévistes. Les attendus en sont les suivants :

« L'atteinte au droit de propriété est jugée sans conséquence parce que l'ordre et la sécurité de l'établissement sont « convenablement assurés » et parce que « des négociations peuvent à tout moment reprendre, dans l'intérêt commun des parties ».

« L'urgence à rétablir la liberté du travail n'est pas démontrée parce qu'un vote majoritaire a eu lieu décidant de la poursuite de la grève et que les non-votants ne sont pas fondés à se plaindre. En conséquence le tribunal se déclare incompétent sur le fond. La seule mesure décidée par la Justice concerne le libre accès à l'entreprise des 300 salariés de CGEE-Alsthom qui travaillent sur le même site. Mais depuis samedi, ceux-ci ont décidé également la grève avec occupation.

Correspondant



Visite à l'Alsthom-St-Ouen occupée

OCCUPATION à l'Alsthom-St-Ouen. L'inscription éclate sur la porte, sous les drapeaux rouges. Sur le goudron, dans la rue, les revendications sont inscrites à la peinture : 300 F d'augmentation, le 13e mois, la 5e semaine de congés payés, les 35 heures. A la porte, les entrées sont filtrées. Je passe le seuil et me retrouve dans la cour. Le piquet est sérieux. Ce sérieux, c'est ce qui me frappe tout au long de la visite. Le sérieux des grévistes qui savent que la partie est dure à jouer. Dimanche, quatrième jour d'occupation et l'organisation de la grève est déjà en place. Sur un panneau, les coupures de presse qui parlent des luttes en cours dans le groupe sont affichées.

tôt pour rédiger un tract, je retiens plusieurs choses. D'abord, l'Alsthom-St-Ouen, c'est bien le groupe Alsthom-Atlantique mais ce n'est pas la même direction, c'est l'Alsthom-Unelec. Je pense que les patrons ont bien mis au point leurs méthodes de division. Alors la grève à St-Ouen a eu et garde sa logique qui lui est propre. Le 4 octobre, une réunion « sociale » avec le patron donne 4 % d'augmentation. Cela fait 9 % pour l'année alors que les syndicats réclament 400 F.

Au résultat de la discussion, l'atelier chaudronnerie-soudure commence l'action par des débrayages tous les jours pour faire revaloriser les classifications.

Puis l'usine de Belfort se met en grève et peu à peu d'autres établissements suivent. CGT et CFDT commencent à organiser une mobilisation sur St-Ouen. Le 10 octobre, ils appellent à des débrayages et à une assemblée générale. A ce moment, les 130 chaudronniers et soudeurs décident d'occuper leur atelier. Quand la direction, en alerte, veut faire sortir un transformateur prêt à être livré à EDF, la riposte des chaudronniers est immédiate et c'est cette première action qui soude la lutte : les autres travailleurs viennent à la rescousse. Le transformateur est toujours dans l'usine et toutes les portes sont soudées aujourd'hui. L'usine est devenue une vraie forteresse. Le 11 au matin, un vote en assemblée générale confirme la grève. Depuis elle se consolide et le camp des grévistes se renforce chaque jour en même temps que l'organisation.

Effort d'organisation et de discipline. Les grévistes pointent tous les jours. « Il faut bien qu'on se compte, me dit un délégué, c'est important la discipline ». Et il ajoute : « La grève à Belfort n'a pas été déterminante, mais elle a joué un grand rôle. C'est maintenant qu'il fallait partir en grève. Pas dans un mois ».

En visitant longuement l'immense hall de fabrication des transformateurs, je comprends les grévistes. Dans le silence glacé des machines arrêtées, j'imagine le travail, le bruit. Mon guide commente : « Tiens, ici, le chef, il montre une cage vitrée, c'est un vrai salaud ». Ou plus loin, « Voici le travail de punition dans l'atelier. Je vais sûrement m'y retrouver à la reprise ». La « punition » — et il me les montrera à plusieurs reprises dans la visite — est une sorte de grosse bobine où il faut coller du papier dessus en tapant avec un marteau. L'axe sur lequel cette bobine tourne est à un niveau de tête d'homme moyen. J'imagine mon compagnon les bras levés toute une journée...

Lundi matin, ce sera une dure journée. « Si on tient c'est bon pour plusieurs jours », me disent plusieurs gars. Ils s'attendent à une opération de la direction qui conteste le vote, pour forcer le barrage de l'entrée et faire travailler en particulier les mensuels qui n'ont plus accès à leurs bureaux. « Il faut y être tôt et nombreux », demande un délégué. Ils y seront sans doute.

Il faut savoir que vendredi soir, l'occupation jusque là limitée aux ateliers, s'est étendue aux grands bureaux :

maintenant, l'ensemble de l'usine est occupée. Ainsi en ont décidé les mensuels vendredi après-midi au cours d'un débrayage. Ils se sont aperçu que la direction commençait à déménager du matériel et des dossiers et qu'il fallait, sous peine de voir torpiller le mouvement, empêcher que tout document sorte des grands bureaux. C'est alors que tous les cadres qui sortaient de l'usine furent fouillés par les grévistes et que les directeurs, précédés d'une centaine de cadres, CGC en tête, ont dû faire le coup de force pour sortir de l'usine, certains cadres jetant par les fenêtres leurs porte-documents à des complices déjà descendus. C'est ainsi que l'occupation s'est étendue à l'ensemble de l'usine et que depuis vendredi 12 un autre pouvoir, celui des grévistes, s'est installé dans l'usine.

DERNIERE NOUVELLE

Lundi matin, après une nuit dynamique où plus de 100 travailleurs se sont relayés à la garde des portes et aux rondes, c'est près de 200 grévistes qui ont accueilli la direction, les agents de maîtrise et cadres qui se sont présentés une nouvelle fois pour exiger le respect de la « liberté du travail ». Ils n'ont pu que faire constater leur impuissance par voie d'huissier. La direction s'est ensuite repliée à la chambre patronale de St-Ouen. Ainsi l'occupation de l'Alsthom-Unelec de St-Ouen, réalisée en commun avec les travailleurs de l'Alsthom-Signaux (situé sur le même site) se renforce de jour en jour.

Reportage Claire MASSON

Une semaine marquée par de multiples actions revendicatives

NOMBREUX mouvements cette semaine, à commencer par le secteur public et nationalisé : — Chez les cheminots, du 16 au 20 octobre, à l'appel de la CGT et de la CFDT avec temps forts le mercredi 17 et le jeudi 18 octobre.

— EDF-GDF, les mardi 16 et mercredi 17, à l'appel de la CGT seule.

— Employés communaux et des services publics, à l'appel de la CGT le jeudi 18 octobre.

D'autres secteurs sont également concernés, comme la construction (semaine d'action à l'appel de la CGT et de la CFDT), l'ha-

billement (quinzaine d'action commençant ce lundi 15, à aussi à l'appel de la CGT et de la CFDT), le commerce, avec la journée nationale (jeudi 18) contre le travail du dimanche, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTE.

Semaine d'action également contre les lois Barre-Bonnet-Boulin, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN, avec en particulier une manifestation à Paris mercredi 17, de Barbès à République.

Voilà qui témoigne d'une montée revendicative, dont la grève à l'Alsthom-Belfort étendue depuis à d'autres secteurs du groupe, est l'élément principal actuel.

Chômage et consensus

1 423 900 demandeurs d'emploi en septembre, 100 000 de plus qu'en août ! Cela n'empêche pas le ministre du travail de remarquer « un ralentissement de la dégradation du marché du travail », (il faut dire qu'à côté de ces chiffres bien réels, ceux corrigés des variations saisonnières, sont en légère baisse...).

Bref, le chômage continue de s'accroître. Et en guise de solution, Giscard, lors de ses récents voyages, en Aquitaine et en Poitou-Charentes, de Pau à Poitiers en passant par Niort, a parlé de l'apprentissage comme « une des réponses de la France à la crise de l'emploi ». Stages-Barre, apprentissage : c'est une réponse aux problèmes d'emploi... pour les patrons ! Pour leur fournir à bas prix une main-d'œuvre temporaire ! Mais jusqu'ici, cela n'a en rien enrayeré la pro-

gression du chômage...

Un autre élément de réponse, dans ses déplacements provinciaux, Giscard en a donné une idée encore plus précise ; s'adressant aux agents de maîtrise, il a abondamment parlé de concertation devenue « la priorité essentielle ». Que les agents de maîtrise s'emploient à bien expliquer aux travailleurs la nécessité de se serrer la ceinture, afin que ces derniers consentent sans rechigner aux sacrifices de tous ordres que Giscard-Barre leurs demandent pour la bonne santé des profits, y compris en matière d'emploi. Voilà la solution de Giscard !

Voilà bien un aspect de son consensus !

Avec pour corollaire une opération pour briser le front qui pourrait se constituer entre travailleurs et maîtrise, contre patronat et gouvernement !

G.C.

MEETING
Le 26 octobre 1979 à 20h à la Mutualité
24, rue St-Victor-Paris 5e (Métro Maubert-Mutualité)
Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti communiste révolutionnaire(ml)
AU PROGRAMME, après les prises de parole au nom des deux partis :
- Interventions de travailleurs pour la construction de l'unité Français-immigrés
- La projection du film « Voyage en Capital » de ALI AKIKA et A.M.AUTUSSIER
- Le groupe antillais MOUN' KIKI
- Chants révolutionnaires de Kabylie : IMAZIREN IMULA
نظم الحفلة الصوفي المرحوم المصطفى المصطفى والحمد لله رب العالمين
تجمع ضد القواعد بار - بوت - بولن - ستولرو
تجمع 26 يوم 26 أكتوبر 1979 في لأموتوالتي 24 شارع سانت فيكتور 5 باريس



Le piquet de grève des employés de Carrefour-Saran à Orléans.

LILLE-PTT

Distribution, paquets, transbordements : la direction doit céder

Communiqué de la cellule Jean Maes du PCML.

JEUUDI matin, les postiers lillois ont contraint par trois fois la direction à les recevoir et à reculer :
1) D'abord ceux de la distribution, partis en grève pratiquement tous sans préavis des le matin, contre la soixantaine d'emplois supprimés. La direction, si elle n'a encore rien cédé sur les suppressions de postes a dû, cependant, renoncer à toute sanction contre les grévistes.

2) Le même matin, préavis de grève déposé par le transbordement sur Lille PTT. La direction a dû concéder aux directions syndicales six positions de travail supplémentaires.

3) Enfin, l'après-midi, face à une délégation d'auxiliaires menacés de licenciement le 15 et le 30 octobre, la direction a dû prolonger les contrats jusqu'à la fin novembre. Bien sûr, tout n'est pas gagné, il s'agit d'une première mobilisation, mais ces victoires partielles qui précèdent la journée nationale du 25 octobre sont un encouragement pour les postiers pour poursuivre dans la voie de la lutte.

Le Parti communiste marxiste-léniniste, engagé dans ces luttes par nos camarades postiers au sein de leurs sections syndicales, mettra tout en œuvre pour faire avancer l'unité de tous les travailleurs et populariser leur action.

ORLEANS

Carrefour Saran en grève ! Les clients avec nous !

VENDREDI 12 octobre, le piquet de grève des « Carrefour » Saran près d'Orléans en lutte depuis trois jours accostent avec le sourire les clients qui se rendent au magasin où règne la liberté des prix, mais qui possède les employés : « Monsieur, n'allez pas faire vos courses ici, nous

sommes en grève, soutenez notre lutte ». Un tract est glissé par la fenêtre de la voiture : « Je viens pour vous soutenir ». Malgré la pluie, on sourit : « merci », dit une employée.

On ressent tout de suite une ambiance chaleureuse. « Je suis correspondante de l'Humanité rouge, je viens pour faire un article sur votre lutte ». — Viens, je vais t'emmener voir un délégué.

Autour d'un café improvisé dans une estafette, la discussion s'engage. « On a démarré la lutte contre la mutation sans aucun motif d'un délégué, mais aussi parce qu'il y a un ras-le-bol général : mauvaises conditions de travail, manque de personnel, brimades, engueulades. Nous exigeons aussi le paiement des journées de grèves ; c'est plus de 80 % du personnel qui est en grève. La direction ne veut pas céder, mais on tient bon. On n'a jamais vu à Carrefour, même sur le plan national, une grève de cette ampleur ».

Les piquets de grève sont efficaces : jeudi 11 octobre, la direction pleurnichait : il n'y avait eu que 5 000 F de recettes, au lieu de 800 000 F habituellement.

La direction essaie par tous les moyens de briser la grève : envoi d'une centaine de cadres d'autres maisons Carrefour pour essayer d'intimider les grévistes.

Un référé a eu lieu : les travailleurs ont le droit de faire grève, mais pas d'empêcher le travail de se faire ! En réponse, le mouvement se durcit. Cette grève se mène dans l'unité CGT-CFDT. Les travailleurs sont partie prenante de son organisation : chaque jour, les décisions sont prises en assemblée générale, les non-syndiqués participent aux négociations, aux actions.

Non, chez Carrefour, on n'accepte pas la répression syndicale, et on ne veut plus travailler dans ces conditions. En sortant du parking, malgré l'heure tardive, chaque voiture qui fait demi-tour a droit aux applaudissements des grévistes.

CHERBOURG

1 000 CRS pour 18 tonnes de combustibles irradiés

ENCORE un déploiement de force et de violence policière à Cherbourg. C'est la huitième fois en moins d'un an. Le dernier coup, c'était pour expulser le piquet de grève des travailleurs de chez Babcock (Voir l'Humanité rouge du vendredi 30 septembre).

Cette fois, il y avait trois escadrons de gendarmes mobiles, deux compagnies de CRS, sans compter les réserves prêtes à intervenir et postées à proximité de la ville, hélicoptères, grenades lacrymogènes et détonnantes...

Voilà les moyens utilisés pour imposer sept containers de 80 tonnes contenant chacun 2,5 tonnes de combustibles irradiés japonais à destination du centre de retraitement de la Hague, tristement célèbre comme poubelle atomique.

Dès l'annonce de l'arrivée du bateau contenant les déchets, à l'appel de dix-huit organisations, le lundi soir 8 octobre ce ne sont pas moins de 2 000 personnes, mobilisées en quelques heures, qui ont occupé la gare maritime.

LE DECHARGEMENT DES CONTAINERS RETARDE

En effet, mardi matin, panique chez les responsables : la grue de 120 tonnes destinée à décharger les combustibles ne fonctionne plus. La grue a été « bricolée » pendant la manifestation de la veille et ne veut rien entendre. Il faudra quelques heures pour la réparer...

Mais encore de l'imprévu : le convoi ne pourra pas s'ébranler tout de suite. Plus loin, on s'active à réparer la voie qui sur 30 mètres avait perdu mystérieusement ses boulons pendant la nuit.

Le premier convoi pourra finalement passer vers 9 h non sans avoir rencontré sur sa route un sit-in de manifestants. Les moyens de « protection » du convoi sont énormes et celui-ci est précédé d'un wagon entier rempli de CRS.

Le deuxième convoi, lui, ne pourra passer. De nombreux antinucléaires, jeunes et lycéens rejoints vers midi par des travailleurs de l'arsenal, bloqueront cette fois la voie... définitivement... avec des bobines de PTT et deux wagons de 38 tonnes en travers des rails.

Les combustibles irradiés partiront finalement par la route. Le passage des camions est imposé par des tirs nourris de grenades lacrymogènes pour s'opposer à 1 000 manifestants. Une fois de plus, les habitants du Nord-Cotentin ont montré leur opposition à l'extension du site de la Hague.

Qu'est-ce que l'usine de la Hague ?

Le centre de retraitement de la Hague est exploité par la CLGEMA, filiale du Commissariat à l'énergie atomique. Ce centre fonctionne depuis 1965. Une demande d'utilité publique a été faite pour quadrupler les capacités de retraitement du centre d'ici à 1987.

L'usine de la Hague est actuellement la seule au monde à retraiter industriellement des combustibles irradiés.

Le centre possède aussi un lieu de stockage des déchets solides (société PEC engineering, ex-Infratome). Ce centre de stockage traite des déchets nucléaires produits par les installations françaises de toutes sortes (centrales, usines, laboratoires, centres de recherche et hôpitaux). Il traite aussi des déchets venant des pays étrangers.

A l'occasion de la publication aux EDITIONS DU CENTENAIRE du Tome III de la RÉVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS la librairie

LES HERBES SAUVAGES
70, rue de Belleville, 75020 - Paris
vous invite à assister à la présentation et à la signature de cet ouvrage par son auteur : JACQUES JURQUET

le JEUDI 18 OCTOBRE
et le
VENDREDI 26 OCTOBRE
de 17 h 30 à 19 h

LILLE

30e anniversaire de la République populaire de Chine.

Rencontre franco-chinoise organisée par le comité de Lille de l'Association des amitiés franco-chinoises samedi 20 octobre 1979 de 15 h à 21 h, Maison de quartier de Fives, rue Massenet, Fives-Lille.

A partir de 15 heures, tournoi amical de ping-pong avec la participation de jeunes Chinois, étudiant actuellement à Lille, exposition philatélique : la Chine par les timbres, ventes de timbres chinois ; présentation de jeux d'échecs chinois et de jeux de go ; table de presse ; vente d'objets artisanaux ; boissons.

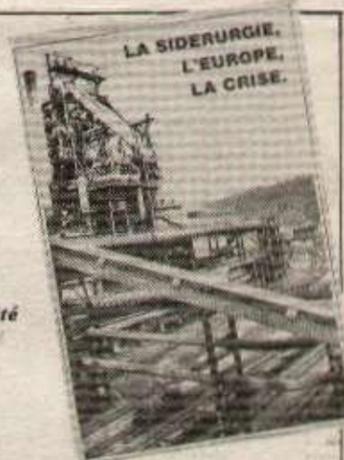
A 16 heures, montage diapos sur le logement et la vie quotidienne en Chine. A 18 heures : table-ronde avec des gens d'horizons divers ayant effectué récemment un voyage en Chine.

A 20 heures, pot amical offert par l'association. A 20 h 30 : diaporama, l'acupuncture chinoise par un médecin acupuncteur. A partir de 18 heures : buffet chinois. Entrée : adhérents 3 F, non-adhérents 5 F, enfants : gratuit.

A nos lecteurs et camarades

Le prochain bimensuel comportant le dossier sur la Chine sortira avec 24 heures de retard. Les camarades qui le reçoivent par les PTT et qui risquent de ne pas l'avoir pour le week-end peuvent nous téléphoner pour que nous leur acheminions le matériel plus rapidement.

En feuilletant
Prolétariat



Le No 20
est toujours d'actualité

Le numéro 15 F
Abonnement un an : 62 F
PROLÉTARIAT
BP 320
13213 MARSEILLE CEDEX 1

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.....
PRENOM.....
Lieu de travail.....
Adresse.....
Code postal.....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International ; Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

Elections municipales à Aix le 21 octobre

Marseille, correspondant

POUR la troisième fois depuis mars 1977, les Aixois se rendront aux urnes le 21 octobre prochain pour désigner les 41 conseillers municipaux qui dirigeront la mairie. Les élections municipales ont en effet été invalidées par le Conseil d'Etat pour la seconde fois. Un journal local attribuait cela au fait que les maires qui se sont succédés depuis la Libération sont tous des avocats... Plus prosaïquement, il faut en trouver l'origine dans les nombreuses irrégularités des campagnes électorales menées « au ras des paquerettes ». En juin dernier, par exemple, la droite distribuait des tracts anonymes diffamant les candidats de gauche tandis que le PS placardait pour soutenir son candidat Picheral des autocollants avec ce mot d'ordre : « Allez Pich ! tu l'esquiches ! ». (NDLR : « Allez Pich ! tu l'écraseras ! »).

A Aix

Pourtant l'enjeu est des plus sérieux. Certes Aix-en-Provence est comme l'indique les dépliant « une ville d'eau, une ville d'art » où les privilégiés de ce monde viennent couler une douce retraite ou soigner leurs rhumatismes. Néanmoins, ces dernières années ont vu se construire ZUP et ZAC qui n'ont rien de résidences de luxe.

La classe ouvrière, sauf dans l'électronique (Sescosem) est disséminée dans des petites entreprises de plus en plus en difficulté. Les travailleurs immigrés trouvent de moins en moins d'emplois suite à la crise du bâtiment. La présence de 20 000 étudiants pendant les neuf mois

de l'année universitaire pose avec acuité le problème du logement et des prix des loyers. Dans ces conditions, l'action d'une municipalité intervient dans de multiples domaines de la vie : aménagement, équipements sociaux, vie culturelle, etc.

Le bilan de Ciccolini

Jusqu'aux dernières élections, Félix Ciccolini, sénateur socialiste, présidait aux destinées de la ville. Il jouissait de la confiance de la bourgeoisie aixoise et en retour pratiquait une gestion loyale de ses intérêts. Si pendant son mandat, certaines initiatives d'ordre social ou culturel ont été prises, il laisse surtout de bien mauvais souvenirs.

Il a marqué de son sceau la rénovation du centre ville qui a entraîné l'expulsion des immigrants des hôtels et lors d'une lutte dans une cité de transit, il a fait donner la police contre une manifestation de femmes et d'enfants immigrés. Les libertés démocratiques étaient sous un régime très surveillé et les camarades du PCRml se sont vu interdire un meeting dans une maison des jeunes et de la culture (MJC). Les impôts locaux de la ville d'Aix ont battu des records nationaux. Enfin pour compléter le tableau, on apprendra sans surprise que le sénateur-maire ne s'est jamais « mouillé » aux côtés des travailleurs dans les nombreuses grèves qui ont eu lieu.

La droite sévit

Nous pensons que l'on ne pouvait avoir pire à la tête de la



1977 : Les travailleurs de Sescosem (Aix-en-Provence) étaient en lutte.

mairie. Il fallut déchanter. Lors des dernières municipales, l'équipe de la majorité dirigée par Maître Joissains l'emportait de peu...

Depuis, cet arriviste notoire a développé son action dans trois directions :

— 1) Une autopublicité permanente. A titre d'exemple : sur 35 clichés publiés dans la revue municipale, 28 représentent le nouveau maire. D'autre part, le fléchage routier a été confié aux établissements Décaux et les

panonceaux publicitaires lumineux n'en finissent pas de vanter les mérites de la mairie : « Maintenant, il y a deux ramassages des ordures », « A Aix, la rentrée les classes se passe bien ! », etc. Bref, se sachant provisoirement en place, Joissains dépense les fonds publics pour une campagne électorale permanente.

— 2) Le second objectif qu'il s'est assigné est d'étouffer tout ce qui ne dépend pas de la nouvelle municipalité. Les centres sociaux, les MJC ont fait les frais de cette politique. A la ZAC d'Aix, c'est tout simplement une mairie annexe qui a été installée dans les locaux utilisés par les associations du quartier (sports, ateliers du mercredi pour les enfants, etc.).

— 3) Enfin, le troisième volet du programme de la liste Joissains est d'ouvrir grandes les portes à la spéculation foncière, aux promoteurs, aux intérêts privés. Voici quelques exemples :

— L'approvisionnement en eau potable a été confié à une entreprise privée ce qui se traduit naturellement par une hausse des tarifs.

— Une opération immobilière de grande envergure est prévue aux alentours de la gare SNCF : la réalisation et la gestion en ont été confiées au groupe La Hélin — vous savez ce groupe financier qui a si bien défiguré le bord de mer en Camargue. Autant dire que le prix du parking sera prohibitif et que les logements seront d'un « certain » standing.

— Au sud-est d'Aix-en-Provence subsistait une zone boisée assez importante. Maître Joissains et ses amis ont décidé d'en faire une « zone de loisirs », ce qui signifie qu'elle sera aménagée pour les caravanes et les habitats mobiles afin « d'attirer la clientèle des pays nordiques ». Les Aixois auront accès pendant 80 jours par an aux équipements sportifs de ce parc résidentiel du château de

St-Pons-la-Tour.

En un mot, l'équipe RPR-UDF, fidèle représentante à Aix du gouvernement Giscard-Barre' applique ouvertement une politique de classe.

Face à la droite, le PS a mis sur la touche le sénateur Ciccolini et confié la tête de liste au docteur Picheral que Mitterrand est venu soutenir vendredi 5 octobre. L'accord avec le PCF est en discussion mais semble acheminer sur la représentation du PCF. Ce parti fait d'ailleurs circuler — sans grand succès — une pétition pour que le PCF « ait toute sa place dans une liste d'union ». (*)

Les militants marxistes-léninistes discutent de l'attitude à adopter.

— Rassembler une liste de 41 personnes pour construire une alternative et élaborer un programme municipal n'est pas encore dans nos possibilités. La situation actuelle ne conduit pas beaucoup de militants organisés dans d'autres formations que nous ou inorganisés, à s'engager dans une telle bataille ; avouons de plus que nos connaissances des problèmes concrets n'est pas telle que nous puissions postuler à la gestion de la mairie.

— Faire échec à la liste Barre-Joissains serait un objectif, d'autant plus que ces municipales auront une valeur de test national pour la politique giscardienne. Mais ne nous cachons pas qu'il faudrait voter et appeler à voter pour la liste d'Union de la gauche qui même renouvelée n'en n'assure pas moins l'héritage de Ciccolini.

Situation complexe dont débattent les cellules locales du PCML et du PCRml. Nous tiendrons nos lecteurs au courant des prochaines décisions.

Hervé DASTAR

(*) L'accord s'est depuis réalisé et la liste conduite par J.F. Picheral regroupe le PS, le PC, Aix-écologie et le GAM.

D'autre part, une autre liste se présente, se réclamant de la majorité et conduite par P. Vidal.



Alain Joissains, le maire d'Aix-en-Provence (au centre) en compagnie du ministre de l'artisanat. Un maire plus soucieux de sa publicité que des habitants de sa commune